



Université d'Abomey-Calavi

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines

Ecole Doctorale Pluridisciplinaire

« *Espace-Cultures-Développement* »

Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)

Filière : Sociologie - Anthropologie

Option : Sociologie du développement

Mémoire du Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)

Thème :

Contrôle citoyen de l'action publique dans la commune d'Avrankou : dynamiques et contraintes

Réalisé par :

Coffi Fiacre Fortuné NOUWADJRO

Sous la direction de :

Professeur Albert NOUHOUAYI

et

Professeur Adolphe Codjovi KPATCHAVI

Année académique 2012 - 2013



Soutenu publiquement le 25 septembre 2013 au CEFORP avec la note **15/20 : mention Bien**

Membres du Jury :

Président : Professeur Albert NOUHOUAYI

Rapporteur : Professeur Adolphe Codjovi KPATCHAVI

Examineur : Docteur Amédée ODUNLAMI

Remerciements

Au terme de ce travail, je tiens à témoigner ma profonde reconnaissance à :

- ❖ mon Directeur de recherche : Professeur Albert NOUHOUAYI à qui je voudrais témoigner toute ma reconnaissance pour avoir accepté d'encadrer mes travaux de recherches ;
- ❖ mon coDirecteur de recherche : Professeur Codjo Adolphe KPATCHAVI, pour avoir consacré de son temps pour suivre ce travail ;
- ❖ au Professeur Emile Jules ABALOT pour son soutien et ses encouragements renouvelés qui me motivent dans l'entreprise de la recherche scientifique ;
- ❖ à l'ami, frère et patron Paul DEHOUMON pour la confiance et le soutien qui consacrent l'aboutissement de ce travail ;
- ❖ à Apollinaire OUSSOU LIO pour son soutien au quotidien ;
- ❖ Joseph NOUWADJRO et Antoinette SOFONNOU, mes parents pour les sacrifices consentis, le sens du travail bien fait et l'esprit d'abnégation que vous n'avez de cesse inculqué à vos enfants ;
- ❖ Micrette et Elvyre NOUWADJRO, mes sœurs qui m'avez toujours soutenu et donné le sens d'une famille unie ;
- ❖ Fany et Romane, mes filles et leur mère Nicole DENAKPO, pour le soutien au quotidien, pour la joie et la motivation que vous me procurez ;
- ❖ tous les étudiants de la promotion 2010 du DEA / FLASH pour les bons moments d'études et d'échanges passés ensemble ;
- ❖ tous les élus locaux, les chefs des services de l'administration communale, les chefs des services déconcentrés à Avrankou ; les organisations de la société civile et tous ceux qui m'ont accordé des entretiens ou orienté dans les investigations.

Liste des sigles et acronymes

BG	: Brigade de Gendarmerie
CCAP	: Contrôle Citoyen de l'Action Publique
CCS	: Centre Communal de Santé
CeCPA	: Centre Communal pour la Promotion Agricole
CES	: Conseil Economique et Social
CS	: Circonscription Scolaire
FENU	: Fonds des Nations Unies pour l'Equipeement
MAEP	: Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation (s) de la Société Civile
PADRO	: Projet d'Appui au Développement Rural des départements de l'Ouémé-Plateau
PDC	: Plan de Développement Communal
PDFM	: Programme de Développement de la filière Manioc
PDRT	: Programme de Développement des plantes à Racines et Tubercules
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RI	: Recette des Impôts
RP	: Recette Perception
SADE	: Service des Affaires Domaniales et Environnementales
SAF	: Service des Affaires Financières
SAG	: Service des Affaires Générales
SBEE	: Société Béninoise d'Energie Electrique
SCT	: Service des Chiffres et de la Transmission
SDLP	: Service de Développement Local et de la Planification

SECP : Service de l'Etat Civil et de la Population
SG : Secrétariat Général
SICAD : Service de l'Information, de la Communication, des Archives et de
la Documentation
SONEB : Société Nationale des Eaux du Bénin
SONICOG : Société Nationale des Industries de Corps Gras
SP : Secrétariat Particulier
ST : Service Technique
SW : Social Watch

Sommaire

Remerciements.....	i
Liste des sigles et abréviations.....	ii
Résumé.....	v
Abstract.....	vi
Introduction.....	1
Chapitre 1 : Cadre théorique.....	5
1.1. Problématique.....	6
1.2. Revue de littérature.....	11
1.3. Hypothèse.....	27
1.4. Objectifs.....	27
Chapitre 2 : Cadre méthodologique.....	28
2.1 Milieu d'étude.....	29
2.2. Sujets et échantillonnage.....	38
2.3. Instruments de la recherche et limites.....	42
2.4. Etapes méthodologiques.....	48
Chapitre 3 : Présentation et analyse des résultats.....	49
3.1. Présentation et analyse des résultats.....	51
3.2. Niveau de signification des résultats.....	61
Chapitre 4 : Interprétation et discussion des résultats.....	69
4.1. Mise en relief des évidences positives et négatives.....	70
4.2. Vérification de l'hypothèse.....	78
4.3. Relations avec les études antérieures.....	79
4.4. Contribution de l'étude.....	82
4.5. Perspectives.....	88
Conclusion.....	91
Références bibliographiques.....	94
Annexes.....	100
Table des matières.....	113

Résumé : Le contrôle citoyen de l'action publique est devenu une réalité presque indispensable aux questions basiques de gouvernance locale. Il apparaît que l'inefficacité des décisions publiques et l'incapacité des dirigeants à prendre en compte les intérêts de la population sont à l'origine dans bien des cas, des problèmes de gouvernance vécus et ressentis par les communautés à la base. Ainsi, la politique de décentralisation amorcée au Bénin depuis 1990 réintroduit plus que jamais la problématique de la participation et de facto celle de la responsabilisation sociale. La préoccupation de cette recherche est d'identifier les handicaps au contrôle citoyen de l'action publique (CCAP), voire, analyser les moyens pour infléchir durablement les tendances lourdes qui affectent le développement local participatif et harmonieux. Cette recherche de type qualitatif et quantitatif s'est appuyée sur la revue documentaire, les entretiens personnalisés et l'enquête par questionnaire déroulée dans cinquante et un (51) villages de la commune d'Avrankou. Les résultats mettent en évidence (i) la fragilisation de la gouvernance locale, (ii) l'exercice déséquilibré du jeu de pouvoirs, et (iii) la méconnaissance par les acteurs des mécanismes et outils de contrôle dans une arène où diverses formes d'affiliation dictent leur loi. Ces résultats sont évocateurs de nombreuses problématiques qui méritent attention. Il s'agit : 1) des entraves à l'institutionnalisation du CCAP dans la gouvernance locale, 2) des difficultés pour les citoyens d'avoir accès aux informations fiables auprès de la mairie et des services déconcentrés, 3) la méconnaissance des textes par l'ensemble des acteurs, 4) l'analphabétisme, et 5) les pesanteurs socioculturelles. En définitive, le contrôle citoyen de l'action publique est un processus qui exige du temps et de l'abnégation, mais qui devra s'imposer pour améliorer le fonctionnement actuel de la gouvernance des collectivités locales. Il convient de l'institutionnaliser et d'appliquer le principe de subsidiarité dans un cadre de dialogue favorisant la visibilité et la légitimité du citoyen.

Mots clés : Gouvernance, citoyen, société civile, participation, action publique

Abstract : The citizen control of public action became a reality almost essential to basic issues of local governance. It appears that the inefficiency of public decisions and the inability of leaders to take into account the interests of the people are behind in many cases, governance problems experienced and felt by the grassroots communities. Thus, the policy of decentralization began in Benin since 1990 reintroduced more than ever the issue of de facto participation and that of social accountability. The concern of this research is to identify obstacles to citizen public action (CCAP) control or analyze the means to sustainably influence the trends that affect the harmonious and participatory local development. This research qualitative and quantitative type was based on literature review, personal interviews and the questionnaire survey conducted in fifty-one (51) villages of the municipality of Avrankou. The results demonstrate (i) the weakening of local governance, (ii) the exercise of unbalanced power game, and (iii) failure by the actors of mechanisms and tools of control in an arena where various forms of affiliation dictate their law. These results are suggestive of many issues that deserve attention. These are: 1) barriers to the institutionalization of the CCAP in local governance, 2) difficulties for citizens to have access to reliable information from the mayor and deconcentrated services, 3) lack of texts all stakeholders, 4) illiteracy, and 5) social and cultural constraints. Ultimately, citizen control of public action is a process that requires time and sacrifice, but will be required to improve the current functioning of the governance of local communities. It should institutionalize and implement the principle of subsidiarity within a framework of dialogue promoting the visibility and legitimacy of the citizen.

Keywords: Governance, citizens, civil society, participation, public action